

dedans, en prévenant des commotions beaucoup plus funestes que les maux passagers qu'elle occasionne.

Venise, avant de se réunir au Piémont et à la Lombardie, avait songé plus d'une fois à invoquer le secours de la France, dans l'espoir de rester ainsi séparée après le triomphe; la Lombardie, moins opposée à la fusion et plus confiante dans les forces de l'Italie, se souciait peu de ce secours; les États indépendants, tels que Rome et la Toscane, s'en inquiétaient beaucoup, et Charles-Albert en était épouvanté. Les revers survenus, les Vénitiens redoublèrent d'instances pour que la France ne les laissât pas retomber sous le joug; les Lombards voulaient qu'elle intervînt pleinement, et les uns et les autres se seraient assez volontiers contentés du rôle de spectateur, comme si la France devait se montrer plus italienne que l'Italie elle-même. Quant à Charles-Albert, l'intervention ne pouvait manquer de lui faire la position la plus difficile; il la demandait néanmoins aussi, mais avec crainte et hésitation et toutes sortes de restrictions fort peu admissibles. Il voulait 60 mille hommes seulement, dont 10 mille pour Venise; point de volontaires, point de légions étrangères, un général à sa convenance, le commandement suprême pour lui-même. En présence de ces demandes et de ces conditions, le gouvernement français, quand bien même il eût eu un vif désir d'intervenir et un intérêt réel à le faire, aurait hésité beaucoup, d'autant plus que, soit au point de vue français, soit au point de vue européen, les circonstances étaient alors très différentes de celles des premiers temps de l'insurrection; il céda donc volontiers aux instances du cabinet de Londres qui,